

le rapport sur la fluoruration, rédigé par M. J. R. Marier, le D<sup>r</sup> Dyson Rose et le D<sup>r</sup> Marcel Boulet, dont fait état le *Globe and Mail* d'aujourd'hui?

**L'hon. Judy V. LaMarsh (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur l'Orateur, le gouvernement n'envisage aucune mesure à l'heure actuelle. On m'a signalé l'article en question il y a quelques semaines, quand les Canadiens ont commencé à s'y intéresser. On en a discuté avec les fonctionnaires de mon ministère de même qu'avec des membres du Conseil national de recherches. Nous n'envisageons aucune mesure.

### LE SUCRE

#### DEMANDE D'UNE DÉCLARATION SUR LA SITUATION DU MARCHÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Barry Mather (New-Westminster):** J'ai une question à poser au ministre du Commerce. Vu que le public continue de s'inquiéter du prix du sucre, et particulièrement les consommateurs de la Colombie-Britannique qui veulent faire le boycottage, je me demande si le ministre nous communiquerait le résultat ou les progrès de l'étude de la situation du marché à cet égard entreprise par son ministère l'automne dernier.

**L'hon. Mitchell Sharp (ministre du Commerce):** Très volontiers. Toutefois, comme il s'agit d'un rapport, il me faudra peut-être cinq minutes pour en donner lecture.

**M. l'Orateur:** Je regrette d'interrompre l'honorable représentant, mais il me semble que nous avons besoin de tout le temps disponible pour les questions recevables et les réponses brèves.

**M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam):** Ne pourrait-on pas s'entendre, monsieur l'Orateur, pour permettre au ministre de déposer le texte de sa réponse? Je crois que la Chambre a droit à ces renseignements.

**M. l'Orateur:** La Chambre est-elle d'accord?

**Des voix:** Entendu!

### L'ÉNERGIE HYDRO-ÉLECTRIQUE

#### PASSAMAQUODY—ON DEMANDE UN RAPPORT SUR LES NÉGOCIATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Robert C. Coates (Cumberland):** J'aurais une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre est-il en mesure de nous dire où en sont les négociations entre le Canada et les États-Unis relativement à l'aménagement hydro-électrique de la baie Passamaquoddy?

[M. Rynard.]

**L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Les gouvernements des États-Unis et du Canada n'ont pas entamé de pourparlers à ce sujet. Seuls ont eu lieu des entretiens techniques en vue d'envisager la prochaine mesure.

#### BAIE DE FUNDY—RAPPORT SUR L'ENQUÊTE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Robert C. Coates (Cumberland):** Le ministre des Transports nous dirait-il à quel moment la Chambre peut compter recevoir un rapport du ministre et de l'Office d'expansion économique de la région atlantique au sujet de l'enquête en cours sur la possibilité d'utiliser la force marémotrice de la baie de Fundy?

**L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports):** Je fournirai volontiers un rapport à ce sujet lorsque mes crédits seront soumis à la Chambre.

**M. Coates:** Étant donné l'importance de la mise en valeur des ressources énergétiques de la baie de Fundy, le ministre pourrait-il aviser à l'opportunité de nous soumettre un rapport avant la présentation de ses crédits?

**L'hon. M. Pickersgill:** Ainsi que je l'ai déjà dit lors de la dernière session, l'étude de cette question n'est pas encore terminée. Il ne servirait à rien de rédiger un rapport à cet égard tant que nous n'aurons pas les données qu'il faut.

#### VERSEMENT DE LA SUBVENTION À LA COMMISSION DU NOUVEAU-BRUNSWICK

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. J. Chester MacRae (York-Sunbury):** J'aimerais demander au ministre des Transports si la subvention de vingt millions que l'Office d'expansion économique de la région atlantique a accordée à la province du Nouveau-Brunswick pour l'aménagement hydro-électrique de la Mactaquac a été transmise, en tout ou en partie, au gouvernement du Nouveau-Brunswick et, sinon, quand le versement est censé se faire.

**L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports):** Aucun montant n'a encore été versé à la Commission hydro-électrique du Nouveau-Brunswick. Suivant les conditions de l'octroi, des comptes seront présentés au fur et à mesure des progrès et l'Office d'expansion économique de la région atlantique défraiera une proportion de l'entreprise.